

vous acquérez ainsi nous est enviée par beaucoup dans le monde. La réussite exemplaire de notre contingent en Somalie a dû beaucoup à cette connaissance de la mentalité africaine et elle a forcé l'admiration de tous. Soyez persuadés qu'il est de votre devoir, lors de votre affectation à Dakar, d'acquérir cette nouvelle expérience en sortant des routines administratives et de vos cadres de vie habituels. Je suis particulièrement sensible à ce que, tous, vous avez fait pour permettre au Lycée français Jean Mermoz de ne pas fermer ses portes. Seules les forces françaises pouvaient mobiliser assez d'énergie et de savoir-faire pour arriver à ce résultat en parfaite collaboration avec les autorités sénégalaises et les services civils compétents de notre ambassade et de notre consulat général.

En ce moment où nous déployons tous nos efforts pour éviter le pire au Rwanda, je voudrais vous féliciter pour votre apport essentiel au déroulement de l'opération Turquoise.

Féliciter les Forces françaises du Cap-Vert qui ont permis de garder ouvertes et opérationnelles à toutes heures du jour et de la nuit, les escales aériennes et maritimes. Vous avez ainsi rendu possible un acheminement sans heurt des renforts et des moyens matériels. Dakar, par sa position géographique, est et demeurera un pivot essentiel pour notre dispositif au sud du Sahara.

Féliciter aussi nos assitants militaires techniques qui ont permis la mise sur pied du contingent sénégalais engagé dans Turquoise.

Je n'ignore pas enfin l'importance que revêt la disponibilité de la composante terre des Forces françaises du Cap-Vert.

Officiers, sous-officiers, officiers mariniers, gendarmes, soldats, marins, aviateurs, je tenais à vous rencontrer. Votre rôle ici à Dakar, au Sénégal, sur le continent africain, est essentiel à la politique que le gouvernement français entend conduire dans cette partie du monde. Je veux vous assurer de ma confiance.

ABIDJAN, 28 JUILLET 1994

Visite en Côte-d'Ivoire - Allocution du Premier ministre, M. Edouard Balladur à l'aéroport, à son arrivée à Abidjan

France - Afrique - Côte-d'Ivoire

C'est pour moi un grand honneur et un grand plaisir que de me trouver aujourd'hui en Côte-d'Ivoire, à l'invitation du Président de la République et du Premier ministre que je remercie de l'accueil qui m'est réservé.

J'ai tenu à l'occasion de ce voyage en Afrique à venir sur place étudier les conditions nouvelles dans lesquelles se présentent les relations entre les pays africains entre eux, et entre les pays africains et la France.

J'aurai l'occasion lors des entretiens que j'aurai avec M. le Président de la République et avec M. le Premier ministre de préciser nos buts.

Je peux dire d'ores et déjà qu'elles sont empreintes

d'une très grande convergence aussi bien sur les problèmes économiques que sur les problèmes politiques. C'est donc avec beaucoup de confiance que je commence ce soir mon voyage en Côte-d'Ivoire.

ABIDJAN, 28 JUILLET 1994

Visite en Côte-d'Ivoire - Toast du Premier ministre, M. Edouard Balladur à l'occasion du dîner offert par le Président Konan Bedie

Monsieur le Président,
Messieurs les Ministres,
Mesdames, Messieurs,

France - Côte-d'Ivoire

Les relations d'amitié anciennes, les liens privilégiés de coopération entre nos deux pays qui ne se sont jamais démentis depuis des décennies font d'Abidjan une étape essentielle du voyage en Afrique que j'accomplis aujourd'hui.

C'est un grand plaisir pour moi, Monsieur le Président, de vous revoir un peu moins de deux semaines après votre visite officielle en France et de retrouver la Côte-d'Ivoire dans d'autres circonstances que celles douloureuses et combien émouvantes de février dernier, lors du dernier adieu que la communauté internationale tout entière rassemblée à Yamoussoukro a tenu à adresser au Président Houphouët-Boigny. Ce grand homme d'Etat est entré dans l'histoire parce qu'il avait su s'identifier à son peuple et à ses traditions et les mobiliser au service du progrès. A cet indéfectible ami de la France qui fut ministre du Général de Gaulle, je tiens ce soir au nom du gouvernement français à rendre devant vous de nouveau un très vibrant hommage.

Vous avez su, Monsieur le Président, assumer la succession d'un prédécesseur aussi illustre : la Côte-d'Ivoire avait connu sous sa présidence, stabilité politique et développement économique. Vous avez d'ores et déjà commencé à faire fructifier cet héritage.

La transition politique que vient de connaître votre pays est tout à fait exemplaire. Le calme et la dignité dont a fait preuve le peuple ivoirien lors de la disparition du Président Houphouët-Boigny, la maîtrise du processus de succession dans le strict respect des institutions de votre pays ont démontré la maturité politique des Ivoiriens. C'est par de tels comportements dans l'épreuve qu'un pays maintient et renforce sa cohésion à l'intérieur et suscite le respect à l'extérieur.

Dévaluation du franc CFA

La France entend placer ses relations avec l'Afrique en général, avec la Côte-d'Ivoire en particulier, sous le signe de la fraternité et de la solidarité. En apportant à la Côte-d'Ivoire, comme aux autres pays de la zone franc les moyens d'accompagner la dévaluation du franc CFA, elle témoigne de sa volonté de solidarité. Il s'agit pour la France de rester plus que jamais à l'écoute de ses amis et partenaires africains pour les aider à

surmonter les difficultés qu'ils rencontrent aujourd'hui et à retrouver les chemins du développement et de la croissance.

La décision de dévaluer le franc CFA que vous avez prise en janvier dernier avec les autres chefs d'Etat de la zone franc était indispensable pour retrouver la croissance économique et renouer avec les institutions financières internationales. Cette décision était difficile à prendre. Il fallait du courage pour l'adopter, de la compétence pour la mener à bien. La Côte-d'Ivoire a su, sous votre sage autorité, faire preuve de ces qualités pour relever ce défi et mener votre pays vers le succès qui semble s'annoncer maintenant. Aujourd'hui, nous constatons les effets positifs de ce changement de parité et nous sommes certains que les autorités ivoiriennes continueront de conduire avec détermination l'effort de rigueur dans la gestion des finances publiques et de rénovation économique entrepris dans le cadre d'une entente nécessaire avec les institutions de Bretton Woods. La France se tiendra à vos côtés pour vous soutenir dans cette voie salutaire, car le succès de la dévaluation est essentiel non seulement pour votre pays mais pour l'ensemble des pays de la région.

Côte-d'Ivoire - intervention française au Rwanda

La Côte-d'Ivoire joue dans la région un rôle essentiel sur le plan économique comme sur le plan politique. Elle est un élément stabilisateur en Afrique de l'Ouest. Comment ne pas le souligner alors que le continent africain connaît aujourd'hui un moment difficile de son histoire ? Les conflits y sont nombreux, souvent longs et meurtriers. Tous les regards sont actuellement tournés vers le Rwanda où la France a souhaité intervenir afin de mener une action humanitaire à la hauteur du drame que connaît ce pays. Soyez une nouvelle fois remercié, Monsieur le Président, pour le soutien que la Côte-d'Ivoire a apporté à la France dans son action au Rwanda.

Liberia

Le Liberia, déchiré depuis plus de quatre ans par une guerre civile particulièrement cruelle, est également pour vous un sujet de préoccupation. La France soutient tout ce qui est entrepris pour permettre un règlement pacifique de ce conflit par les pays de la région et par la communauté internationale. Elle espère voir renaître dans ce pays le dialogue et la paix.

France - Afrique

Dans l'adversité, comme dans la prospérité, la France tient à réaffirmer sa solidarité envers ses amis africains. Le sommet de Biarritz sera cet automne une nouvelle occasion de confirmer ce message et de rappeler la force des liens qui unissent la France à l'Afrique.

Monsieur le Président,

Je forme les vœux les plus sincères pour votre bonheur personnel, celui de vos proches et pour la prospérité de votre pays et je lève mon verre à l'amitié entre nos deux pays.

Vive l'amitié franco-ivoirienne !

Vive la Côte-d'Ivoire.

ABIDJAN, 28 JUILLET 1994

Visite en Côte-d'Ivoire - Discours du Premier ministre, M. Edouard Balladur devant la communauté française

Mes chers compatriotes,

France - Côte-d'Ivoire - conséquences de la dévaluation du franc CFA

Je suis très heureux de me trouver parmi vous, représentants de la plus nombreuse de toutes les communautés françaises d'Afrique. La Côte-d'Ivoire est si proche de la France qu'elle n'est pas, pour les 20 000 Français qui comme vous ont choisi d'y rester ou de s'y établir, un pays comme les autres. C'est pourquoi vous devez vous réjouir comme moi, j'en suis certain, de voir que ce pays a surmonté de façon exemplaire deux grandes épreuves qui l'ont affectées récemment, la succession du Président Houphouët-Boigny, et la dévaluation du franc CFA.

Respectueux de ses institutions, faisant preuve d'une grande maturité politique, le peuple ivoirien s'est donné dans la sérénité un nouveau Président qui, après s'être longuement préparé à sa tâche, a repris le flambeau du Président Houphouët-Boigny. Cette histoire récente est un gage de stabilité politique remarquable et qui favorise votre présence, notre présence ici. Une autre étape difficile a été la dévaluation du franc CFA. Chacun maintenant s'accorde à reconnaître qu'elle était indispensable et que déjà elle est en train de réussir. Nous devons tous nous en féliciter quand on connaît le poids économique de la Côte-d'Ivoire et l'effet que peut avoir sa réussite pour entraîner l'ensemble de la zone. C'est également l'assurance que la France, dont chacun d'entre vous ici est en quelque sorte une part, continuera à jouer un rôle important pour le développement et la stabilité de la région.

Cela ne signifie pas pour autant que tout va pour le mieux, et vous le savez aussi bien que moi. La dévaluation du franc CFA a soulevé pour beaucoup d'entre vous des difficultés dont je ne méconnais pas la gravité. Le gouvernement s'est efforcé d'en tenir compte.

La question de la scolarisation de vos enfants vient au premier rang de vos préoccupations. L'existence d'un réseau scolaire dense et d'un niveau comparable à celui des établissements de France est d'ailleurs bien souvent l'une des conditions auxquelles vous êtes le plus attentif avant de décider de vous établir à l'étranger. Pour l'année scolaire qui vient de s'écouler, il a été décidé de ne pas toucher aux écolages. Cette décision a demandé un effort exceptionnel en faveur de 40 établissements de la zone franc. Mais il faut bien être conscient que cet effort ne pourra pas être poursuivi au même niveau pour les années à venir. La hausse sera contenue à un niveau aussi raisonnable que possible et étalée dans le temps. Par ailleurs, les modes de calculs, récemment modifiés des bourses scolaires permettront aux familles de revenus modestes de pouvoir faire face à ces augmentations. Il faut faire en sorte qu'aucun enfant français ne soit, pour des raisons financières, exclu du système scolaire.

La dévaluation a également placé nombre d'entre vous devant d'autres difficultés qu'il n'était pas possible d'ignorer.

Dès l'annonce de la dévaluation, la Caisse des Français de l'étranger a décidé de réduire de moitié pour l'année 1994 les cotisations d'assurance-maladie des adhérents à revenus faibles et qui résident dans les États de la zone.

Par ailleurs, des entreprises en difficulté ont été amenées à licencier un certain nombre de leur personnel. Le gouvernement, conscient que c'est dans le pays où ils ont perdu leur emploi que nos compatriotes sont le mieux placés pour occuper les nouveaux postes de travail qui seraient offerts, a obtenu que les adhérents volontaires au régime français d'assurance-chômage, licenciés entre le 12 janvier et le 30 juin en raison de la dévaluation, bénéficient dans leur pays de résidence pendant 4 mois, des indemnités de chômage auxquelles ils ont droit.

Il est bien vite apparu que cette période transitoire était trop courte. Je suis en mesure de vous indiquer aujourd'hui qu'une prorogation de l'accord jusqu'au 31 décembre 1994 a été demandée aux partenaires sociaux. Les consulats vous communiqueront toutes informations nouvelles en la matière.

Je voudrais également rappeler les efforts consentis en faveur de la formation, grâce au Comité consulaire pour l'emploi et la formation professionnelle, et aussi en faveur de la réinsertion en France dont ont bénéficié plusieurs dizaines de jeunes Français.

Certains ont également rencontré des difficultés pour rembourser des prêts contractés en francs français et destinés à financer l'acquisition de biens immobiliers en France. Désormais, grâce à l'interprétation large des dispositions de la loi sur le surendettement des particuliers, les Commissions locales d'examen des situations de surendettement peuvent envisager des rééchelonnements des dettes en accord avec les établissements créanciers.

Ces mesures n'ont pas permis de régler toutes les situations difficiles, en particulier celles des retraités. M. le ministre de la Coopération vous a déjà indiqué qu'il avait décidé de mettre en place une aide forfaitaire pour les retraités français qu'ils vivent en France ou qu'ils aient décidé de rester dans le pays où ils avaient cotisé. Cette allocation exceptionnelle sera versée avant le 31 décembre 1994.

J'ai conscience, mes chers compatriotes, que ces mesures ne parviendront pas à répondre totalement à l'attente de tous, mais une dévaluation est une opération toujours difficile dont les effets immédiats finissent pas être compensés par les progrès économiques qu'elle fait naître et je m'en expliquerai demain longuement devant la Communauté économique de Côte-d'Ivoire.

Quelle était la situation à la même époque, l'an passé ? Permettez-moi tout de même de le rappeler brièvement : les économies des pays de la zone ne cessaient de régresser ; leurs matières premières et leurs produits ne trouvaient pas preneur ; les touristes choisissaient d'autres destinations ; les institutions financières internationales avaient interrompu leurs concours.

Aujourd'hui qu'en est-il ? Matières premières et produits locaux recommencent à trouver des marchés à l'exportation ; les touristes reviennent ; l'inflation est contenue dans les limites prévues et même un peu en deçà ; les relations ont été reprises avec la communauté financière internationale, FMI et Banque mondiale, et ne donnent lieu semble-t-il à aucune difficulté. Tout ceci grâce au sérieux des gouvernements des pays de la zone franc. Il est encore trop tôt, je le sais aussi bien que quiconque, pour parler de succès mais du moins peut-on affirmer que nous sommes sur la bonne voie et j'ai été extrêmement réconforté de constater au Sénégal comme je l'ai déjà constaté en Côte-d'Ivoire la volonté affirmée, déterminée des gouvernements de faire en sorte que l'opération réussisse. Aujourd'hui, chacun parle de l'avenir et de l'espérance qu'il porte avec lui. Après les difficultés dont vous avez eu votre part, je suis convaincu que s'ouvriront de nouvelles perspectives qui profiteront à tous et qui renforceront la présence de la France dans cette région.

Avant de conclure, je souhaite souligner que votre présence en Côte-d'Ivoire est la manifestation la plus visible de notre engagement, à nous Français, en faveur de ce pays et de l'Afrique.

Le voyage que j'accomplis ici me permet de réaffirmer solennellement que cet engagement est celui de la France tout entière. Soyez fiers du rôle qui est le vôtre. Vous contribuez par votre activité au développement de cette région et au rayonnement de la France en Afrique. La Côte-d'Ivoire et la France ont besoin de vous dans cette période difficile de mutation et vous avez montré que l'on pouvait compter sur vous. Vous avez tenu bon, je crois pouvoir le dire, le plus dur est derrière vous. Les autorités ivoiriennes auront, j'en suis convaincu, été sensibles à la compréhension dont vous avez fait preuve. Vous êtes restés aux côtés des Ivoiriens dans les jours difficiles, vous serez avec eux lorsque le progrès et la croissance seront de retour.

Présence de la France dans le monde - redressement économique - Union européenne

Mes chers compatriotes, c'est de notre pays maintenant que je voudrais vous parler, car je pense que c'est aussi ce que vous attendez de moi. Notre pays est un grand pays, un des grands pays du monde, sur le plan économique, sur le plan culturel et aussi sur le plan militaire et politique. Il est confronté comme d'autres pays d'Europe ou dans le monde à des difficultés, des difficultés de croissance économique, des difficultés d'emploi et puis le bouleversement de l'Europe s'est traduit pour celle-ci par un certain nombre de désordres qui ne sont pas encore dominés. En ces circonstances, que faut-il faire pour la France ? La première chose, c'est qu'elle retrouve la voie du progrès économique, tout passe par là. La France doit être plus forte, elle est la quatrième puissance économique du monde, elle doit se renforcer encore. C'est indispensable pour elle, pour affirmer sa place en Europe, soyons clair, pour rééquilibrer l'Allemagne et son influence en Europe, et pour se donner les moyens dans le monde de la politique qu'elle veut et qu'elle doit conduire. Grâce à cette force économique plus affirmée la France résoudra également peu à peu, je n'ai jamais prétendu que ce serait

rapide, car ce serait mensongé, retrouvera peu à peu le chemin d'un emploi mieux réparti en faveur de tous.

Déjà les résultats apparaissent, déjà la croissance est revenue et nous faisons en sorte que les déficits budgétaires et sociaux soient le mieux maîtrisés possible. C'est un début, il reste encore beaucoup à faire, je le sais, mais c'était un début indispensable.

Mais la France, et vous y êtes sensibles, et j'en suis certain - car le rôle d'un gouvernement n'est pas seulement de répondre aux préoccupations matérielles des uns et des autres, mais aussi de donner à chacun un sentiment de fierté nationale mieux affirmée - la France doit aussi être en mesure de jouer son rôle pleinement dans le monde.

Pacte de stabilité en Europe - ex-Yougoslavie - Bosnie - Rwanda

Elle le fait en Europe en prônant un Pacte de stabilité entre tous les pays européens qui nous garantissent que nous ne verrons pas le retour ailleurs des événements qui ravagent l'ex-Yougoslavie. Elle le fait au sein de l'Union européenne, elle le fait en Bosnie où la présence française est la plus importante ; elle le fait en Afrique, en réaffirmant la politique africaine de la France car, contrairement à ce que j'entends parfois, tenir à ses partenaires un langage de vérité, de responsabilité, c'est les respecter et c'est les appeler à l'effort commun, c'est ce que nous avons fait. Elle le fait maintenant au Rwanda où la première, et bien seule, pendant un certain temps, elle a pris des responsabilités devant l'indifférence et parfois même l'hostilité générale. Voilà qu'aujourd'hui la conscience internationale s'éveille et que chacun se rend compte que ce qui se joue au Rwanda est proprement intolérable pour la conscience morale, en tout cas des Français qui sont attachés à l'Afrique et attachés à leur devoir moral envers l'Afrique.

Toutes ces raisons pour vous doivent être, je me permets de le dire, des raisons de fierté. La France continue, elle continue à jouer son rôle en Afrique et notre objectif est même de renforcer ce rôle, et je souhaite que vous vous associiez à cet effort les uns et les autres à la place où le sort vous a placés dans le monde de l'économie, dans vos professions, dans les activités culturelles, universitaires, administratives ou militaires. Nous avons besoin du concours de tous les Français, quelle que soit leur opinion qui sont toutes parfaitement respectables. Nous avons besoin du concours de tous les Français pour faire en sorte que le monde ayant tellement changé depuis quelques années, la place de la France y soit non seulement confirmée mais y soit renforcée. Et c'est à cet effort que je me permets de vous appeler les uns et les autres : nous ne pourrions pas réaffirmer, développer la place de la France en Europe, comme en Afrique, comme dans le reste du monde sans votre concours à tous. C'est ce concours que, je me permets de le dire, j'attends de vous.

Mes chers compatriotes, il me reste à vous féliciter du rôle que vous jouez ici et à vous en remercier.

Vive la France.

ABIDJAN, 28 JUILLET 1994

Interview du Premier ministre, M. Edouard Balladur au quotidien "Fraternité-Matin"

France - Afrique

Q - Monsieur le Premier ministre, quel est le sens de votre visite en Côte-d'Ivoire ?

R - J'ai décidé de me rendre en Côte-d'Ivoire ainsi que dans deux autres pays africains, le Sénégal et le Gabon, pour réaffirmer de la façon la plus nette l'engagement de la France aux côtés de l'Afrique et notre détermination à soutenir les efforts qu'elle a engagés pour son redressement économique et pour une stabilité politique renforcée. La France a confiance dans les capacités du continent africain et dans son aptitude à surmonter les difficultés qu'il traverse. Encore fallait-il engager une action déterminée pour adapter l'Afrique aux nouvelles réalités économiques et politiques mondiales ; les pays africains ont pris des mesures courageuses pour retrouver le chemin du développement. La France les a soutenus pleinement, en mettant en œuvre des moyens importants. Elle continuera à être aux côtés de l'Afrique.

France - Côte-d'Ivoire - dévaluation du franc CFA - coopération

Q - La France est le premier bailleur de fonds de la Côte-d'Ivoire. Entendez-vous poursuivre cette politique ?

R - La France a une relation privilégiée et ancienne avec la Côte-d'Ivoire. Je souhaite qu'elle se poursuive. Votre pays a dû faire face à une période particulièrement difficile marquée par le décès du Président Houphouët-Boigny et la décision des chefs d'Etat de la zone franc de dévaluer le franc CFA. Il a fait preuve d'une maturité exemplaire et je suis confiant dans son avenir et dans son dynamisme économique.

La France a été le premier bailleur de fonds de la Côte-d'Ivoire dans la période de crise économique qui a été marquée par un arrêt quasi-total des aides extérieures. Elle ne sera plus seule cette année. La politique courageuse de redressement engagée par le Président Konan Bédié a permis à la Côte-d'Ivoire de renouer avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Cette évolution qui met un terme à l'isolement dans lequel se trouvait la Côte-d'Ivoire est très positive. Cependant, les concours financiers français resteront les plus importants des concours bilatéraux. Les décisions prises par le gouvernement français pour accompagner la dévaluation se traduisent par un effort financier d'une ampleur sans précédent.

Les financements extérieurs au soutien de la dévaluation ont un caractère exceptionnel. Ils devront être relayés par le retour des capitaux et surtout le développement de l'investissement privé. Je suis certain que la Côte-d'Ivoire saura créer un climat de confiance qui incitera les entreprises à y développer leurs investissements. Je souhaite bien entendu que les entreprises